

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Je déplore le chômage que le gouvernement a déjà créé. Je déplore le chômage additionnel que le gouvernement va créer. Je déplore la position équivoque du gouvernement aujourd'hui. Je déplore l'incompétence du ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Démissionnez!

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, nous sommes heureux d'entendre que le ministre des Finances (M. Benson) a enfin accepté les propositions du Nouveau parti démocratique et a instauré un taux de change flottant. Nous aurions été plus heureux si le ministre avait accepté cette politique à la suite de nos arguments persuasifs plutôt que d'agir de crainte de la crise imminente créée par le gouvernement et sa politique.

Le ministre des Finances doit reconnaître que sa politique économique et son budget du 12 mars dernier sont en pleine déroute. Seules, deux nouvelles mesures ont été prévues dans ce budget outre sa politique immobiliste le contrôle du crédit à la consommation et les fonds nécessaires à l'opération LIFT. La régie du crédit à la consommation a maintenant été abandonnée et l'opération LIFT est un désastre. Elle est totalement inacceptable pour l'Ouest. Je prédis que le gouvernement nous annoncera bientôt l'abandon de ce programme.

Voilà plusieurs années que le NPD demande un taux de change flottant. Pendant cette session-ci, le député de Waterloo (M. Saltsman) et moi-même au nom du NPD avons publié un rapport minoritaire après que la question des taux d'intérêt et de l'inflation eut été étudiée par le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. J'y trouve le passage suivant:

Afin de nous donner une plus grande liberté d'action jusqu'à ce que le système monétaire mondial soit rendu plus souple, nous proposons que le Canada adopte immédiatement un taux de change flottant.

Il est regrettable que le gouvernement n'ait trouvé bon d'agir qu'après avoir vu clairement que ses mesures visant à maintenir le dollar canadien au taux où on l'avait fixé étaient futiles et qu'il y gaspillait des ressources considérables. A la lumière des remarques du ministre, il est particulièrement important

que le cabinet donne l'assurance que le Canada conservera à l'avenir un taux de change flottant et n'abandonnera pas sa politique à bref délai.

Cette nouvelle politique, si on l'applique réellement, permettra au Canada de stabiliser de façon plus efficace ses relations monétaires extérieures et elle permettra également à la politique économique canadienne de répondre aux besoins intérieurs. Ce qui compte pour les Canadiens est de savoir ce que le gouvernement va faire pour mettre fin au chaos économique. La nouvelle politique n'aura de valeur pour eux que si elle s'accompagne d'une politique fiscale et monétaire appropriée, d'une politique d'investissements et d'une politique des revenus qui toutes doivent être conçues et intégrées de façon à répondre aux besoins de la population.

Le gouvernement doit orienter les investissements au Canada et s'assurer que les secteurs défavorisés, et je veux parler ici en particulier de la question du logement, reçoivent des subventions suffisantes. Il faut relever le total des investissements publics.

Il est indispensable que la Banque du Canada ordonne aux banques à charte d'abaisser immédiatement leur taux d'intérêt à la suite du changement du taux d'escompte. J'espère qu'elles l'annonceront cette semaine comme suite aux observations du ministre.

Il importe aussi de prendre immédiatement des mesures pour rationaliser l'industrie canadienne afin de permettre à nos marchandises d'être plus concurrentielles sur les marchés mondiaux et pour rejeter notre structure industrielle défectueuse quant aux usines filiales. Le gouvernement devrait être disposé à faire le nécessaire pour contrebalancer les effets défavorables que sa nouvelle politique peut avoir pour notre industrie d'exportation. Des mesures s'imposent pour assurer que l'importation à meilleur compte soit répercutée sur les consommateurs. Naturellement, nous attendons les déclarations du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) au sujet des mesures qu'il présentera à cet effet.

Il est clair, monsieur l'Orateur, que les politiques qu'annonce aujourd'hui le gouvernement ne signifient pas grand-chose pour nos 544,000 chômeurs et nos milliers d'étudiants à la recherche d'un emploi d'été. Nous attendons les autres mesures pour stimuler l'emploi dont a parlé le ministre des Finances, surtout celles qui s'étendront aux régions de